



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



# Hub des Territoires

L'espace d'échanges et de développement  
Banque des Territoires

**Financer les installations de  
traitement des déchets ménagers**

24 juin 2025



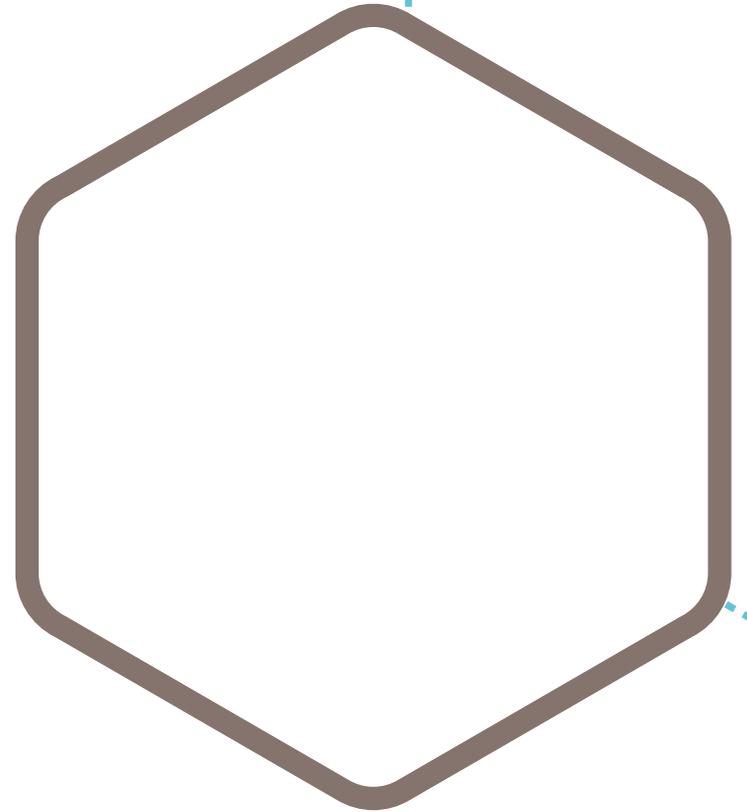
BANQUE des  
**TERRITOIRES**



# Hub des Territoires

L'espace d'échanges et de développement  
Banque des Territoires

24 juin 2025



# Les organisateurs

**Emmanuel Legrand**  
*Directeur du Département  
Transition écologique  
Banque des Territoires*



**Pierre Fery**  
*Responsable du Pôle  
Production d'Énergie  
Banque des Territoires*



**Antoine Bellanger**  
*Responsable  
d'investissements  
Banque des Territoires*



# Les intervenants

**Léa Delepierre**  
*Chargée de mission  
Traitement des déchets  
Amorce*



**Odile Bégorre-Maire**  
*Membre associée du Bureau  
Intercommunalités de  
France  
Vice-présidente  
Communauté de  
communes du Bassin de  
Pompey*



**Gabriel Volcovschi**  
*Secrétaire général  
Syndicat national du  
traitement et de la  
valorisation des déchets  
urbains et assimilés*



# Les intervenants

**Pierre Hirtzberger**  
*Directeur Général Adjoint  
Exploitation et Valorisation  
des Déchets*  
**SYCTOM**



**Laurent Guyon**  
*Directeur Général des  
Services*  
**DECOSET**



**Sophie Desoudin**  
*Directrice Générale*  
**Sage Engineering**



# Les intervenants

**Gauthier Prate**

*Directeur Structuration et  
Financements  
SUEZ*



**Bastien Champion**

*Responsable du service  
secteur public local et projets  
complexes  
Banque des Territoires*



# Sommaire

<b>01</b>	<b>Présentation Amorce</b>	<b>9</b>	<b>03</b>	<b>Présentation SVDU</b>	<b>42</b>
	Amorce en quelques mots	10		Chiffre clés UVE et chaleur fatale en 2023	43
	Production de déchets ménagers	14		DREC / NIS 2	44
	Orientation des flux de déchets	17		Taxonomie	44
	Évolution des installations	21		CSR	44
	Conclusions	23		CCUS	45
				EU-ETS	45
<b>02</b>	<b>Présentation Intercommunalités de France</b>	<b>26</b>	<b>04</b>	<b>Table ronde</b>	<b>46</b>
	Les spécificités du SPGD	29		Projets de prêts	47
	Renforcer les réglementations	32			
	Enfouissement : continuer ou en finir?	34			
	Rééquilibrer la répartition des coûts	36			
	Réviser la TGAP?	38			
	Tarifification incitative	40			



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



# Hub des Territoires

L'espace d'échanges et de développement  
Banque des Territoires

## État des lieux des installations de traitement des DMA

24 juin 2025 – Léa DELEPIERRE – AMORCE

01

**AMORCE en  
quelques mots**

# AMORCE en quelques mots

Le premier réseau national des territoires engagés dans la transition écologique

2/3

## DE COLLECTIVITÉS

*Communes, communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines, métropoles, syndicats, conseils départementaux, conseils régionaux...*

Regroupant 60 millions d'habitants, repartis sur l'ensemble du territoire français (métropole, insulaire et ultra-marins)

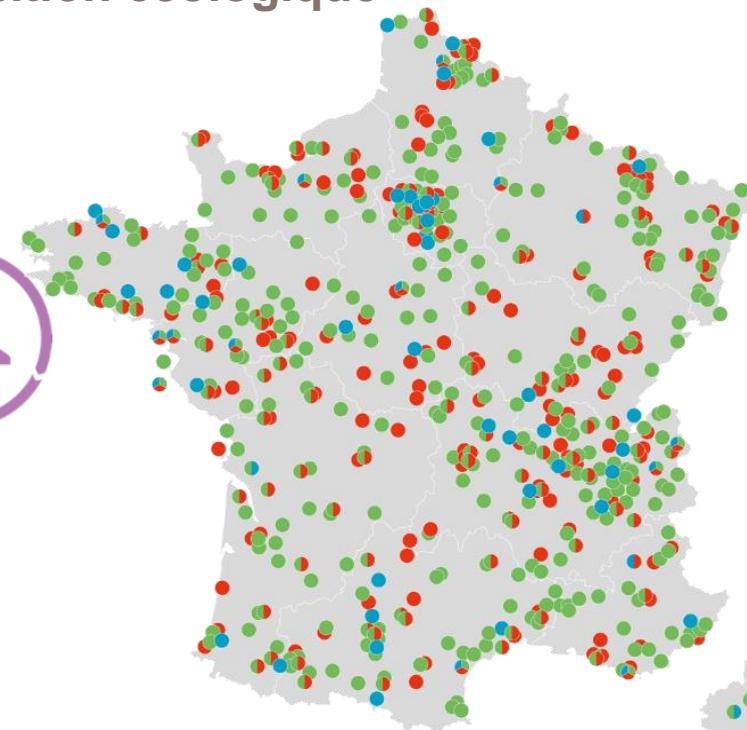
+1 100  
ADHÉRENTS



1/3

## DE PARTENAIRES DES COLLECTIVITÉS

*Associations et fédérations professionnelles, fabricants, fournisseurs, opérateurs, bureaux d'études, cabinets juridiques, organismes financiers...*



Légende :

- Adhérents déchets
- Adhérents énergie / réseaux de chaleur et de froid
- Adhérents eau



DÉCHETS



ÉNERGIE



EAU



FONCTIONS  
TRANSVERSES

# AMORCE en quelques mots

Le premier réseau national des territoires engagés dans la transition écologique

## Expertise

- Renseignements personnalisés
- Expertise interne & Publications
- Boite à outils
- Newsletter toutes les 2 semaines
- Magazine « Lettre aux adhérents » trimestriel

## Réseau

- Webinaires / Groupes d'échange / Groupes de travail
- 6 Colloques + 1 Congrès annuels
- Communautés (espace d'échanges entre adhérents)

## Force de proposition

- Nos positions
  - GT au niveau national
  - Média et relations institutionnelles
- 
- Association Nationale (Loi 1901), créée en 1987
  - 50 membres du Conseil d'Administration (dont 35 élus et 15 partenaires de collectivités) et 17 au Bureau
  - Équipe de 37 permanents
  - Bureaux à Lyon



DÉCHETS



ÉNERGIE



EAU



FONCTIONS  
TRANSVERSES

# AMORCE en quelques mots

Le premier réseau national des territoires engagés dans la transition écologique

## Club des Élus en faveur de la Valorisation Énergétique des déchets (CLEVE)

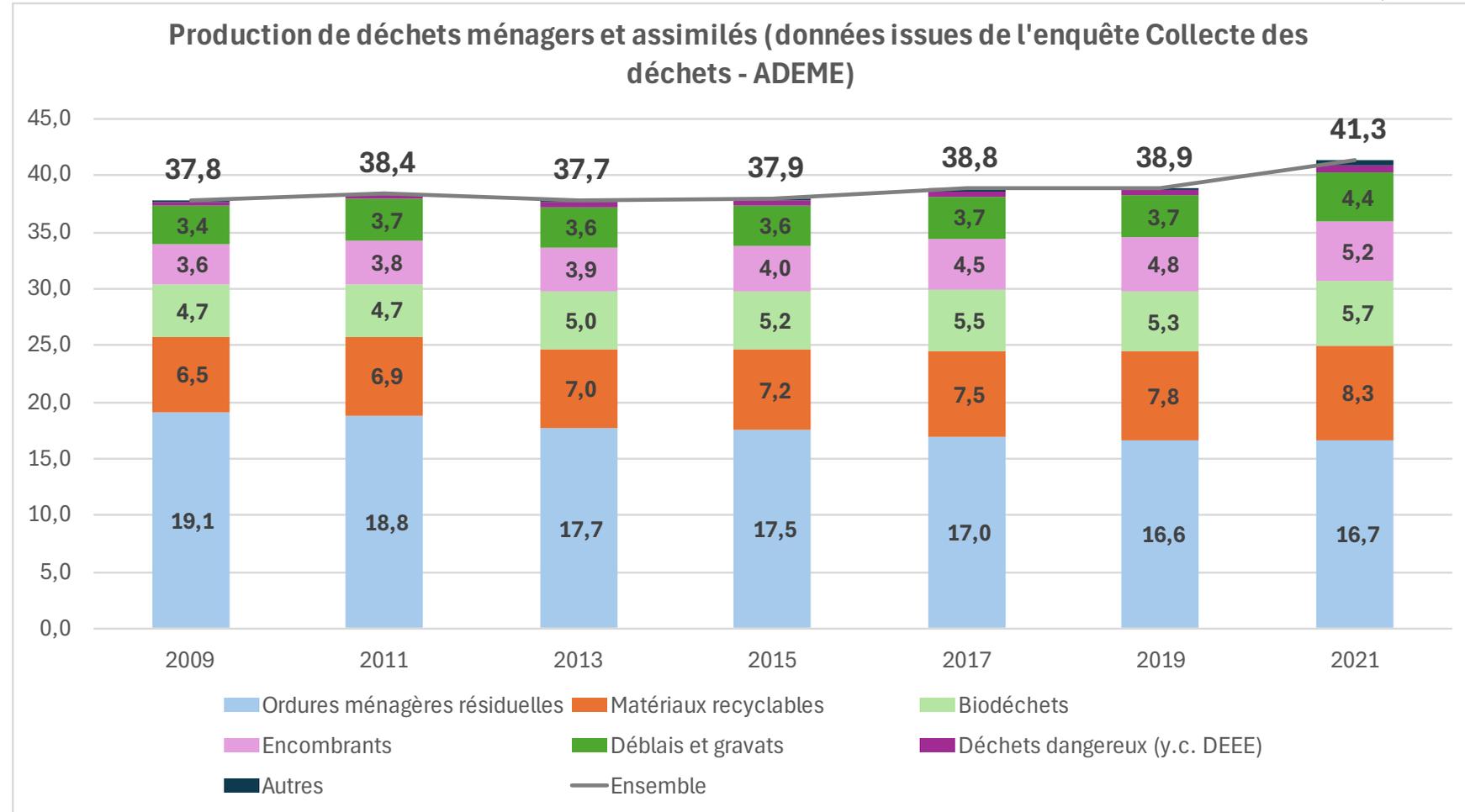
- ❖ Espace dédié à la collaboration, à la réflexion et à la promotion de la filière de valorisation énergétique des déchets
- ❖ Créé en 2022 à l'initiative de collectivités, et animé par AMORCE
- ❖ Plus de 80 collectivités locales engagées dans la valorisation énergétique
- ❖ Deux réunions par an, une mailing list et une communauté Teams dédiées
  
- ❖ Objectifs :
  - Établir et mettre en œuvre une **stratégie commune pour la valorisation énergétique des déchets** sur les trois grandes thématiques suivantes : la filière UVE, la filière CSR et la filière Biogaz (méthanisation, STEP, ISDND)
  - Échanger entre collectivités sur les enjeux stratégiques de la valorisation énergétique

02

**Production de  
déchets ménagers**

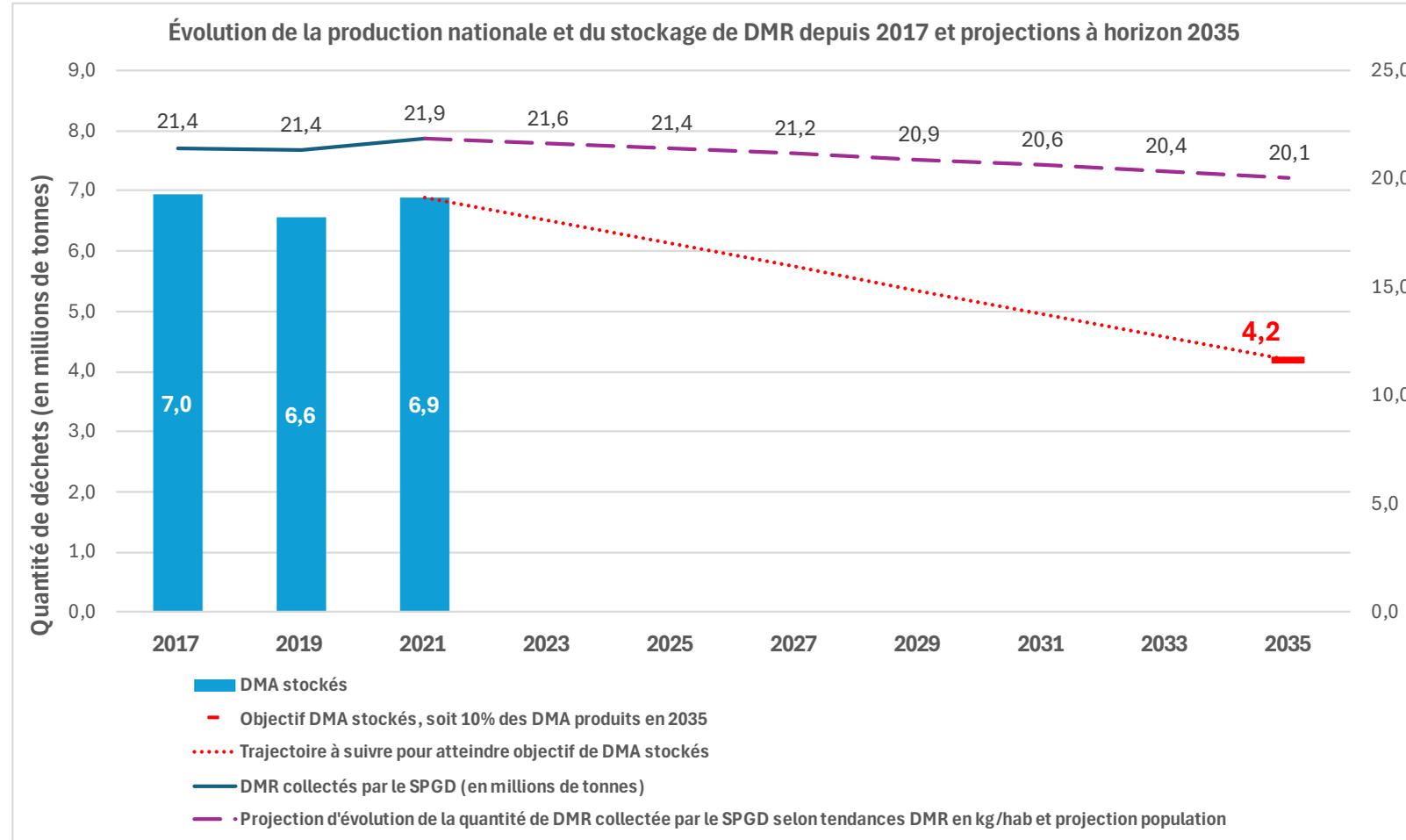
# Production de déchets ménagers

Évolution des déchets ménagers et assimilés (DMA)



# Production de déchets ménagers

## Évolution des déchets ménagers et assimilés résiduels (DMR)



03

**Orientation des flux  
de déchets**

# Orientation des flux de déchets

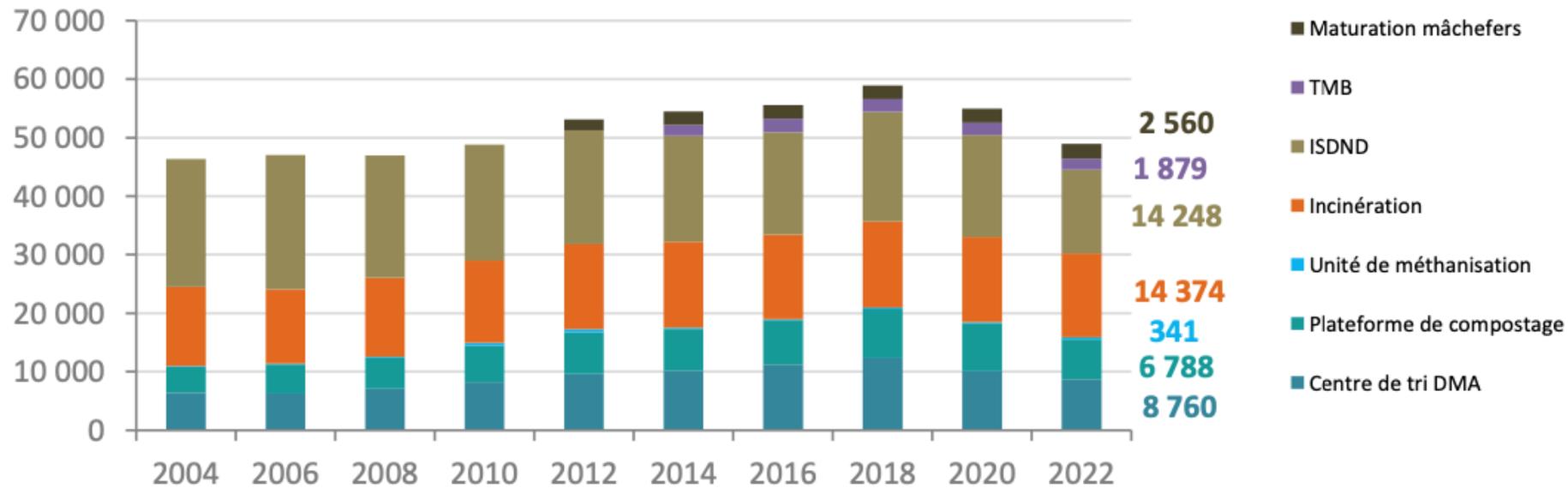
Enquête ITOM « Le traitement des Déchets Ménagers et Assimilés en 2022 » (ADEME)

	Nombre d'installations	Quantités entrantes (kt) <sup>1</sup>
Centre de tri DMA	351	8 760
Centre de tri DNDAE	361	5 460
Compostage	667	6 788
Méthanisation	16	341
Incinération <u>avec</u> valorisation énergétique	117	14 319
Incinération <u>sans</u> valorisation énergétique	2	54,8
ISDND	165	14 248
TMB	33	1 879
Installation de maturation de mâchefers	65	2 560
<b>TOTAL</b>	<b>1 777</b>	<b>54 410</b>

# Orientation des flux de déchets

Depuis 2004, quelle évolution des quantités de déchets entrants dans les installations<sup>2</sup> ?

Quantités de déchets (kt)



Facteurs de réorientation :

- Baisse des capacités de stockage
- Extension des consignes de tri
- Nouvelles filières REP
- Tri à la source des Biodéchets
- ...

# Orientation des flux de déchets

Hypothèses et objectifs Déchets fixés dans les politiques publiques (PPE 3 et SNBC 3)

	Tonnages	Performances	Production d'énergie
CSR	<b>+4Mt</b> de CSR produits entre 2020 et 2030 (SNBC)	Pas de précision	<b>Augmentation</b> de 0,2 à 10 TWh d'énergie produite à partir de CSR entre 2022 et 2030 (PPE)
Méthanisation	<b>+2Mt</b> entre 2020 et 2030, soit x3 (SNBC)	<b>Augmentation</b> de la production de biogaz par ressource primaire pour déchets alimentaires : de 0,27 à 0,64 entre 2019 et 2030, soit x2,6	Pas d'objectif dédié : <b>en augmentation ?</b>
UVE	<b>-2 Mt</b> de déchets entrants entre 2020 et 2030 (SNBC)	<b>Augmentation</b> du rendement énergétique de 60% à 75% entre 2019 et 2030 (SNBC)	Pas d'objectif dédié : <b>stabilité ?</b>
Stockage	<b>-8Mt</b> de déchets entrants entre 2020 et 2030, soit ÷2 (SNBC)	Augmentation du taux de captage (de 47% à 85% entre 2020 et 2030) et du taux de valorisation du biogaz capté (de 77% à 85% entre 2020 et 2030) → <b>Augmentation</b> taux de valorisation du biogaz émis de 36% à 72%	Pas d'objectif dédié : <b>stabilité ?</b> (2x moins de déchets, 2x plus de valorisation)

04

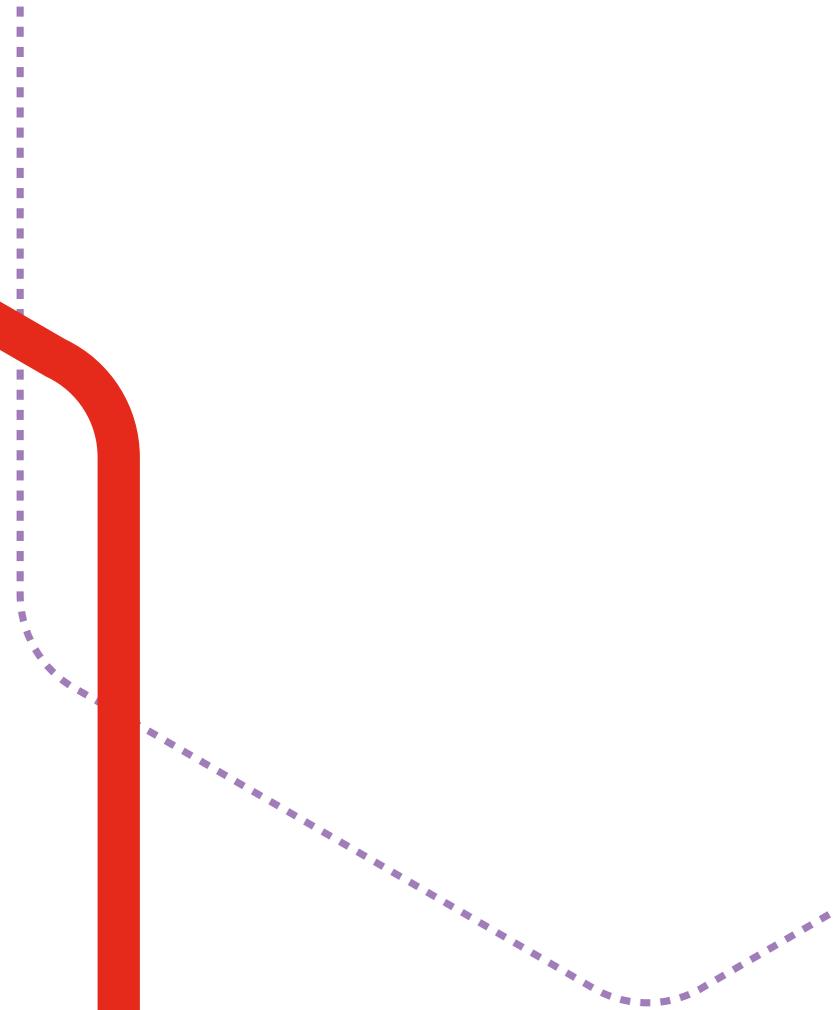
**Évolution des  
installations**

# Évolution des installations

- **Modernisation** d'installations vieillissantes : revamping ou reconstruction
- **Amélioration des performances**
  - BREF incinération et stockage pour améliorer les performances environnementales
  - Développement des technologies de tri (tri optique, intelligence artificielle)
  - Augmentation du rendement énergétique en UVE
- **Diminution du recours à l'enfouissement**, avec des besoins de traitement de résiduels maintenus (extensions UVE)
- **Augmentation du PCI** en entrée d'UVE (projets de 3<sup>ème</sup> ligne ou adaptation des fours)
- **Incendies / explosions** (batteries lithium, bouteilles de protoxyde d'azote)
- **Élimination des PFAS**

05

**Conclusion**



# Conclusion sur les installations de traitement des DMA

- ✓ Des enjeux réglementaires, environnementaux, technologiques et financiers forts
- ✓ De nouvelles stratégies de traitement des déchets résiduels qui se développent
- ✓ Un risque de saturation à anticiper
- ✓ L'opportunité de la coopération territoriale

**LÉA DELEPIERRE**

Chargée de mission  
Traitement des déchets  
Association AMORCE

[lelepierre@amorce.asso.fr](mailto:lelepierre@amorce.asso.fr)

**Merci pour votre  
attention !**



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



# Hub des Territoires

L'espace d'échanges et de développement  
Banque des Territoires

Présentation Intercommunalités  
de France

**INTERCOMMUNALITÉS**  
**DE FRANCE**

# Odile Bégorre-Maire

Membre du bureau  
d'Intercommunalités de France

Vice-présidente de la Communauté  
de communes du Bassin de  
Pompey



## Sommaire

**01** Rappel des spécificités du SPGD

**02** Renforcement des réglementations applicables

**03** Continuer ou en finir avec l'enfouissement?

**04** Rééquilibrer la répartition des coûts

**05** Réviser la TGAP

**06** Développer la tarification incitative

01

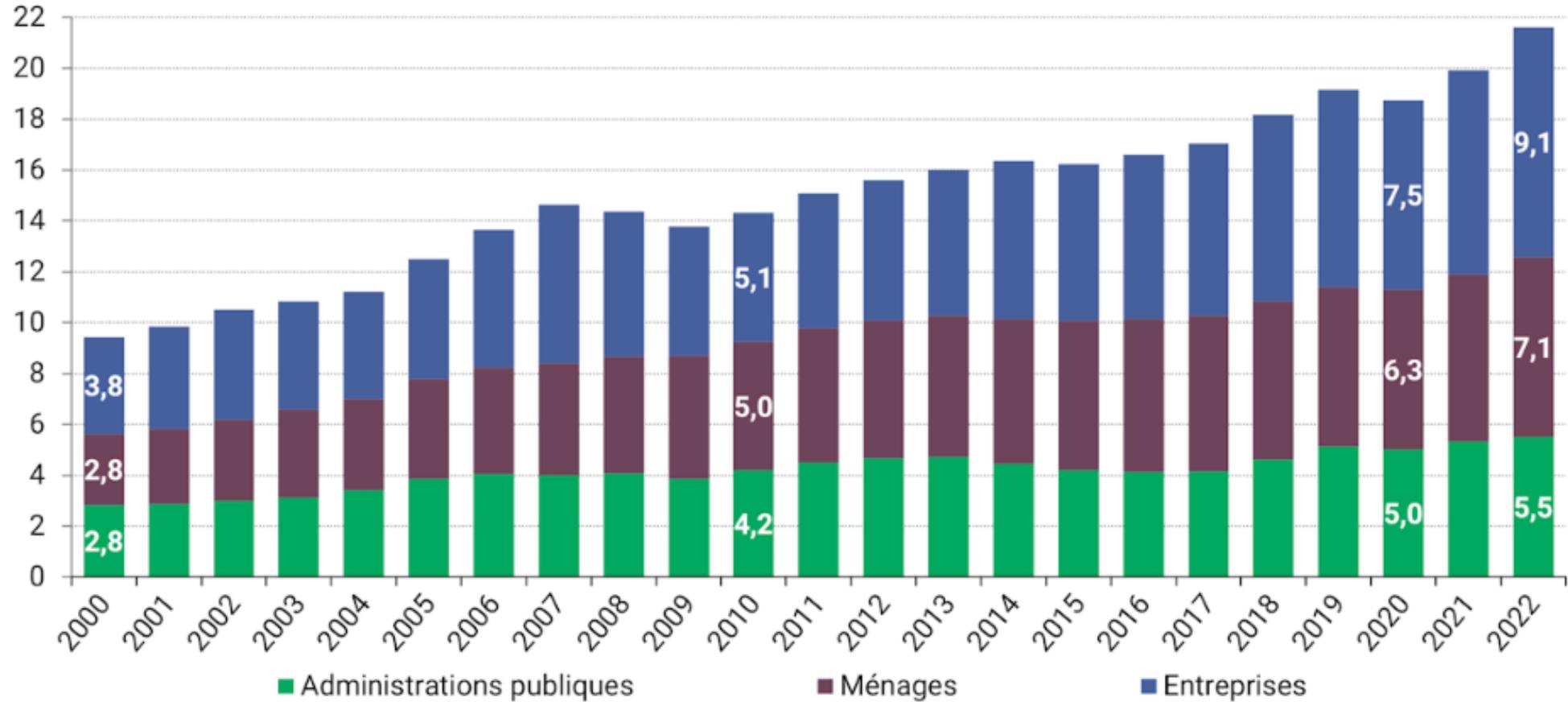
**Les spécificités du  
SPGD**

## Spécificités du SPGD

- Le service public de gestion des déchets ménagers (SPGD) fait face à des **enjeux environnementaux, économiques et sociaux majeurs** : pollution de l'air, des eaux et des sols, perte de biodiversité, ...
- La gestion des déchets demeure **le premier poste de dépenses de protection de l'environnement en France**
- Ces dernières années: d'importants investissements portés par les intercommunalités, croissance forte des déchets ménagers par habitant, hausse de la fiscalité sur les déchets

→ **besoin d'une adaptation nécessaire du financement de la gestion des déchets ménagers**

## Évolution du financement de la dépense de gestion des déchets En milliards d'euros courants



© SDES

02

**Renforcer les  
règlementations**

## Renforcer les réglementations

- Rendre les objectifs plus ambitieux et plus contraignants pour les éco-organismes en matière de collecte sélective et de tri et faire respecter strictement leurs obligations avec des sanctions automatiques en cas de non-respect du cahier des charges.
- Renforcer la régulation sur la mise sur le marché de produits superflus ou non recyclables et favoriser l'éco-conception des produits.
- Porter une ambition forte à l'échelle européenne en matière de prévention, réemploi et recyclage

03

**Enfouissement:  
continuer ou en finir?**

## Enfouissement : continuer ou en finir?

Les déchets, de tous types, qui ne sont pas orientés vers la valorisation matière ou organique sont incinérés ou enfouis.

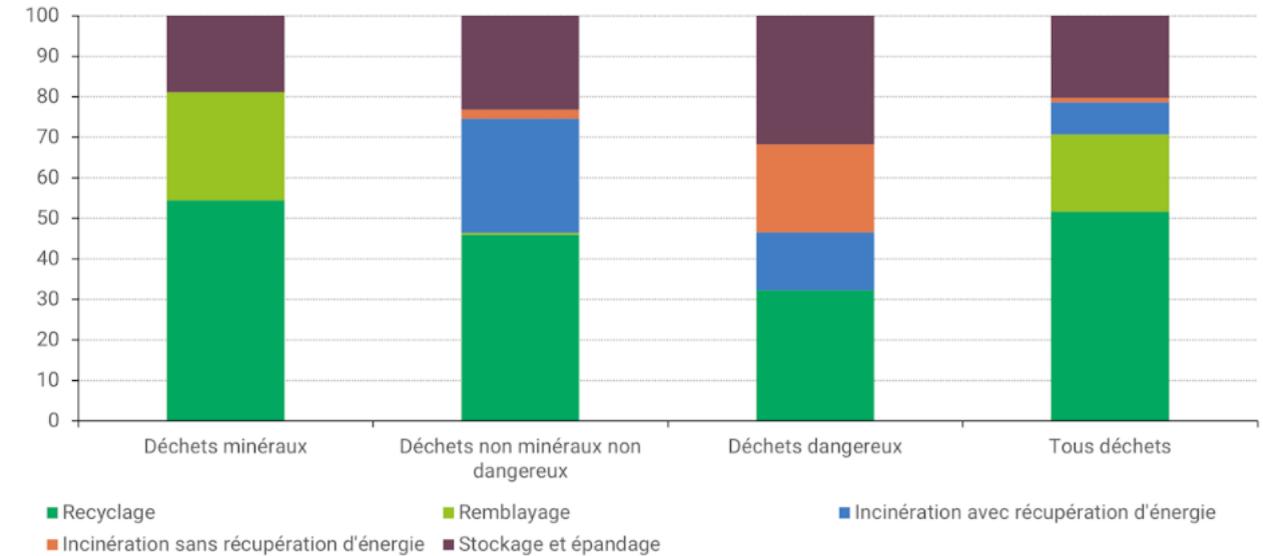
La part des déchets ménagers stockés décroît : elle s'élève à 16 % en 2021, contre 23 % dix ans plus tôt (INSEE, 2025).

- Hausse significative de la TGAP pour enfouissement:

2019: 24 € / tonne

2025: 65 € / tonne

Traitement par type de déchets en 2022  
En %



© SDES

04

**Rééquilibrer la  
répartition des coûts**

## Rééquilibrer la répartition des coûts

Dans un contexte de contrainte budgétaire forte, il apparaît nécessaire **d'accroître la part des contributions des metteurs sur le marché.**

Il s'agirait ainsi de **tendre vers une prise en charge à 100 % des coûts nets pour les déchets sous REP**, tout en s'assurant déjà du respect de l'esprit de la législation en vigueur actuellement.

Pour ce faire:

- **supprimer les restrictions réglementaires au taux de 80 %** qui est actuellement conditionné sans motivation légale à l'atteinte de performances données ;
- réviser la restriction légale existante qui se concentre sur les « coûts de référence d'un service de gestion des déchets optimisé » ;
- fixer des objectifs et une trajectoire pour les autres filières REP (autres que emballages et papiers)

05

**Réviser la TGAP?**

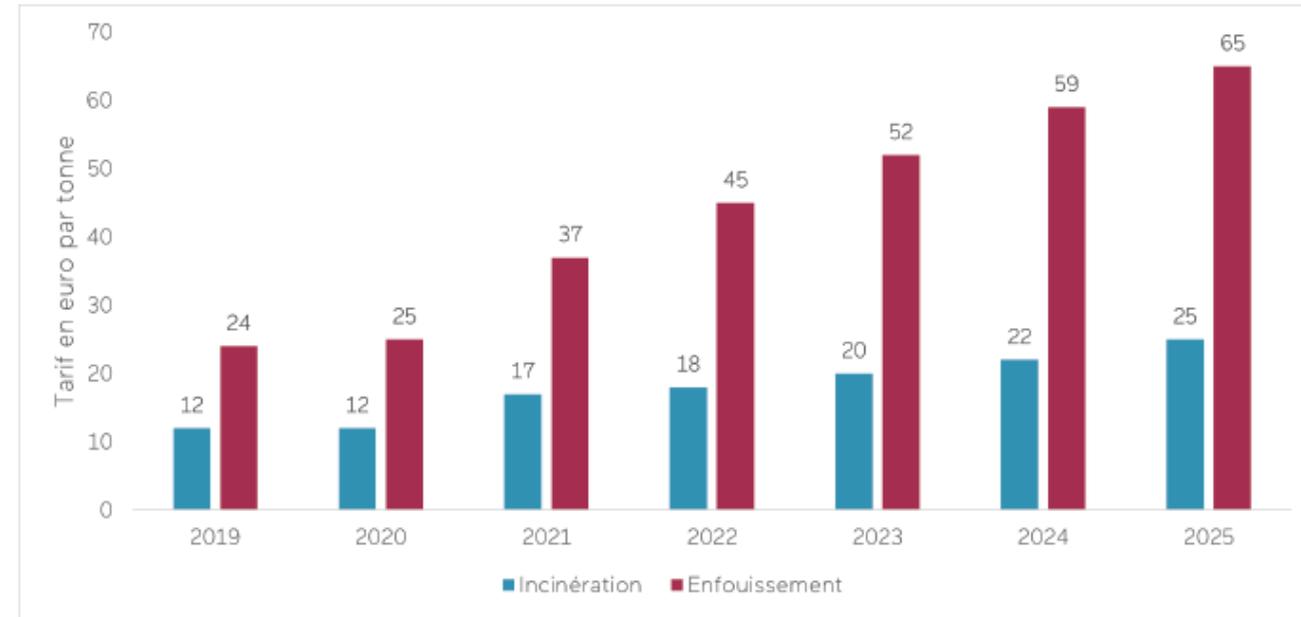
## Réviser la TGAP?

La TGAP est particulièrement problématique pour les collectivités qui ne disposent pas de leviers d'action pour influencer la réemployabilité / la recyclabilité des produits.

→ **volume incompressible** de déchets qui doivent être dirigés aujourd'hui vers l'enfouissement ou l'incinération.

- Un retour des recettes de la hausse du produit de la TGAP vers le financement d'actions vertueuses dans lesquelles s'engagent les collectivités dans le traitement des déchets.
- Envisager une TGAP amont ?

### EVOLUTION DES TARIFS DE LA TGAP POUR ENFOUISSEMENT ET INCINÉRATION (EN EUROS PAR TONNE)



Note : les tarifs de la TGAP varient selon le type d'installation. Les tarifs présentés dans ce tableau sont ceux des tarifs les plus communs pour l'enfouissement et l'incinération.

Source : Bulletin officiel des finances publiques (BOI-BAREME-000039), décembre 2022

06

**Tarification incitative**

## Tarification incitative

Les principales difficultés techniques identifiées pour ce déploiement apparaissent dans les milieux urbains denses et les milieux touristiques.

Pour faciliter la mise en œuvre de la tarification incitative:

- **Autoriser de manière pérenne la coexistence de plusieurs modes de tarification des déchets**
- Autoriser une **capacité de zonage de la TEOM**
- **Faciliter l'accès aux données** nécessaires à la mise en place de la TEOMI
- Permettre des **modes de calcul (levées / volumes) différents sur un même territoire**



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



# Hub des Territoires

L'espace d'échanges et de développement  
Banque des Territoires

## Présentation SVDU

Gabriel VOLCOVSCHI - Secrétaire général du SVDU

 **FEDENE**

# Incinération des déchets et valorisation énergétique

## Chiffre clés UVE 2023 :

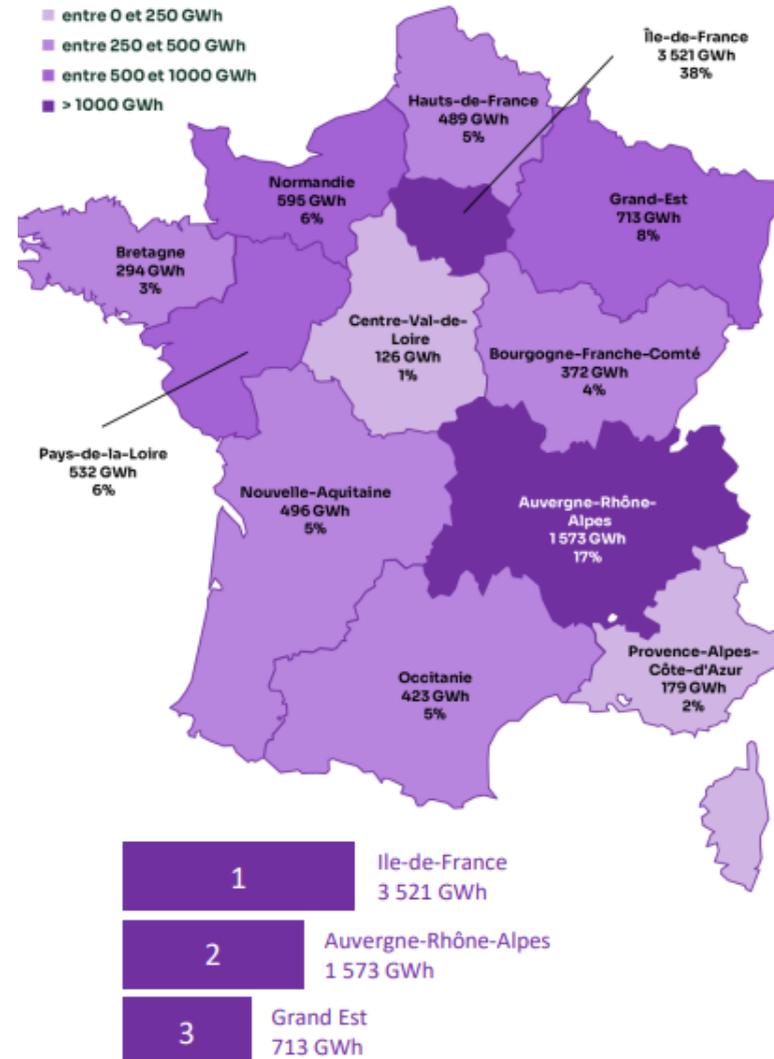
- 116 Unités de valorisation énergétique,
  - 110 UVE sont membres du SVDU
- 14 Mt de déchets ménagers valorisés énergétiquement
- 12 TWh thermiques
- 4 TWh électriques produits
- 3000 employés

## La chaleur fatale d'UVE en France en 2023 : (d'après étude de filière SNCU)

- 109 réseaux en utilisent
- 7 107 GWh de chaleur livrée
- 69 % : taux d'EnR&R moyen
- 0 g/kWh : facteur d'émission de la biomasse
- 103 g/kWh : contenu CO<sub>2</sub> ACV moyen des réseaux

1. Elimination des **risques sanitaires**
2. Traitement **local** des déchets
3. **Réduction** du volume des déchets
4. Production **d'énergie**
5. Création **d'emplois** locaux
6. Gestion **rapide** des déchets

## Récupération de chaleur d'UVE par région



SVDU



Décarbonons nos quotidiens

# Incinération des déchets et valorisation énergétique

## DREC / NIS 2 implique des changements significatifs

Les exigences de NIS 2 sont réparties en 4 catégories :

-  La responsabilité des **organes de direction**
-  Le renforcement de la **sécurité informatique**
-  La sécurité **contractuelle**
-  L'obligation de **notification des incidents** de sécurité informatique

Auto-évaluation SVDU : **Nb d'exigences** : Entité importante (EI) : **90** / Entité essentielle (EE) : **160**



Texte adopté par le Sénat : Mars 2025

Première lecture AN : Mars 2025

Commission spéciale AN : fin mai/juin 2025

Séance publique : reporté à oct-nov 2025

Message porté par le SVDU : Prise en compte des **activités principales** pour la détermination des obligations légales applicables aux entités importantes.

## Taxonomie

Taxonomie : Un assouplissement de la taxonomie européenne est nécessaire.

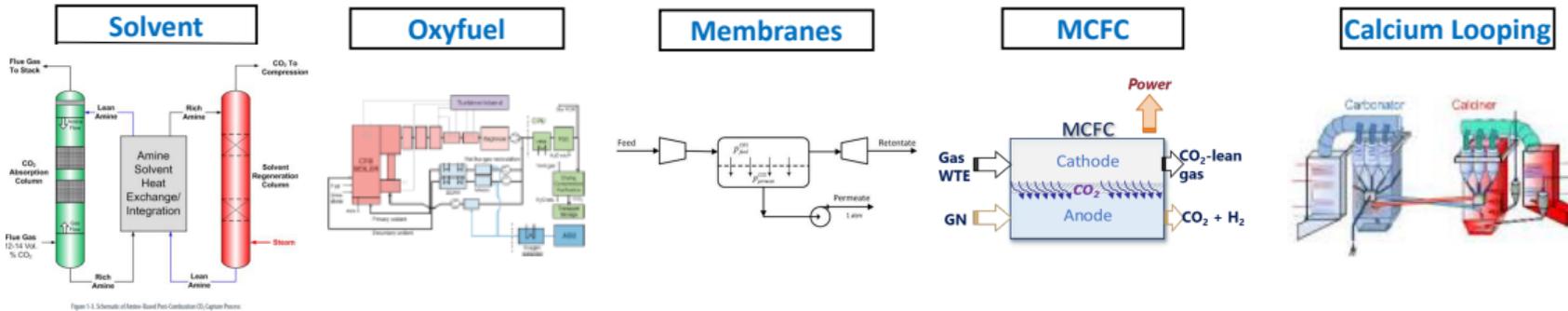
1. Un levier essentiel pour l'économie circulaire européenne
2. Un outil stratégique pour la transition environnementale, économique et sociale
3. Un besoin d'investissement structurant à l'échelle locale et européenne.
  - France : UVE : investissements nécessaires sont estimés à 15 milliards € d'ici 2050 et pour les CSR 3,1 Milliards € d'ici 2030.

## CSR

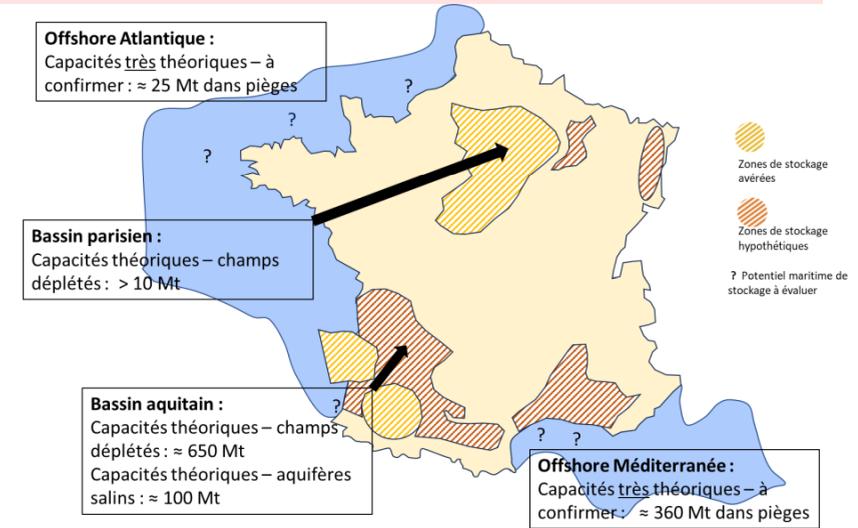
1. Critère déterminant pour l'industriel : le gain en décarbonation.
2. Double décarbonation apportée par le CSR.
3. Un cadre d'investissement à consolider pour structurer la filière CSR.
4. Un soutien public de l'ordre de 550 à 700 millions d'€, soit 175 à 235 millions d'€ par an sur trois ans.

# Incinération des déchets et valorisation énergétique

## CCUS



- CAPEX et OPEX incertitudes
- Absence de modèle économique
- Problématique de surface
- Acceptation publique
- Incertitude politique/réglementaire
- Consommation d'énergie



Les UVE doivent être appréhendées comme des installations de traitement de déchets indispensables pour la salubrité publique, qui ne peuvent aujourd'hui être décarbonées par les seules technologies CCUS à court et moyen termes.

## EU-ETS

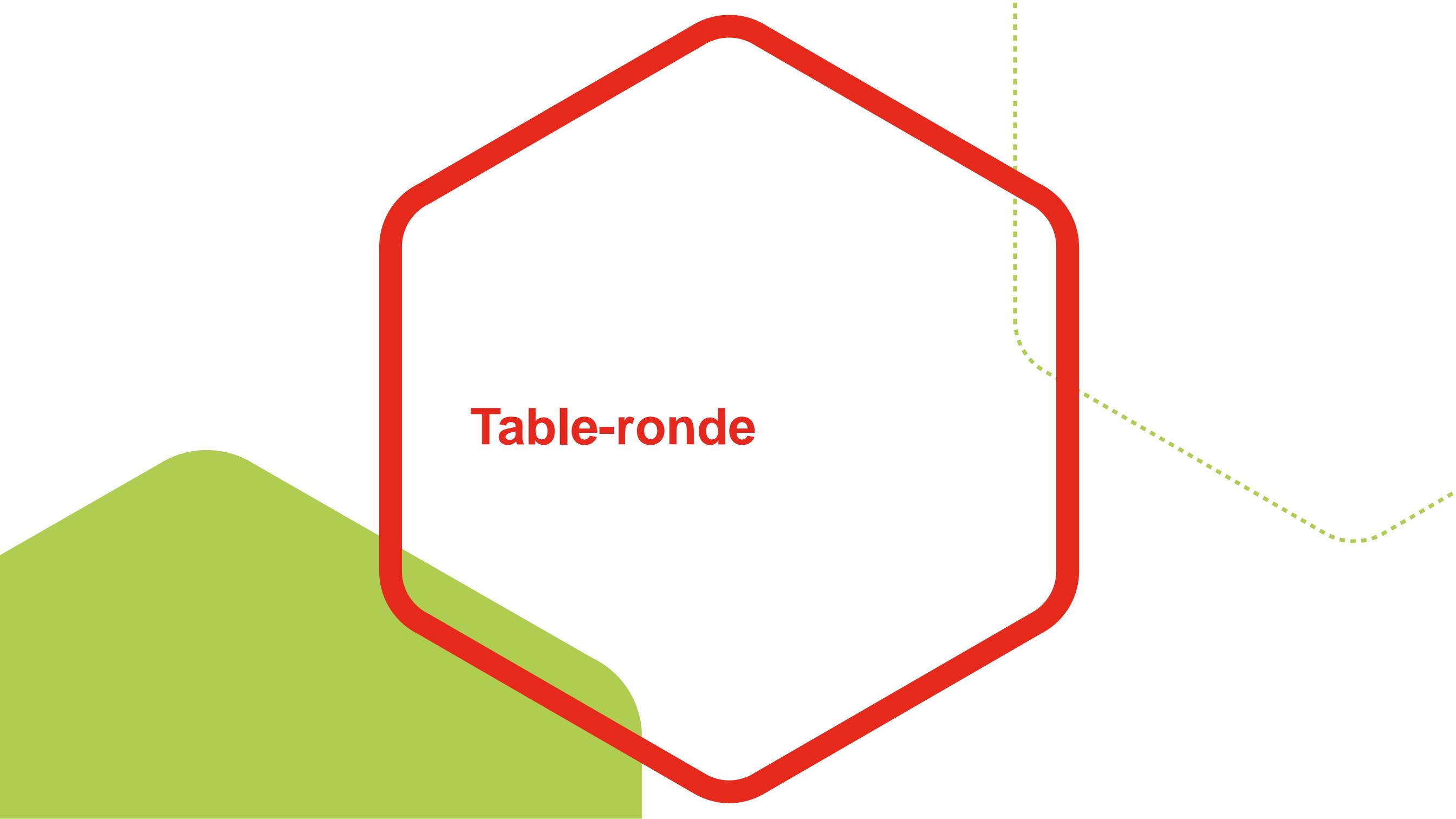
**Consultation publique EU: inclusion ou non de l'incinération dans le système d'échange des quotas carbone ---> Clôture de la consultation : 8 juillet 2025**

L'objectif de l'EU-ETS :

- **Réduire les émissions** de manière progressive et mesurable.
- **Encourager l'innovation technologique** dans les secteurs à forte intensité carbone.
- **Mettre un prix sur le carbone**, en utilisant les forces du marché pour atteindre les objectifs environnementaux.

L'inclusion des UVE dans l'EU ETS engendrerait plusieurs effets négatifs significatifs :

- Hausse du coût de la **chaleur**
- Hausse du coût **du traitement des déchets**
- **Frein** aux investissements
- Impact sur les **usagers**
- **Instabilité** contractuelle
- Développement d'une **gestion illégale**
- **Incohérence** réglementaire



**Table-ronde**

# Les intervenants

**Pierre Hirtzberger**

*Directeur Général Adjoint  
Exploitation et Valorisation  
des Déchets  
SYCTOM*



**Laurent Guyon**

*Directeur Général des  
Services  
DECOSSET*



**Sophie Desoudin**

*Directrice Générale  
Sage Engineering*



**Gauthier Prate**

*Directeur Structuration et  
Financements  
SUEZ*



**Bastien Champion**

*Responsable du service  
secteur public local et projets  
complexes  
Banque des Territoires*



# Projets de prêts

**Signés en 2024 : 255,3 M€**

**Signés et engagés 2025 :**

165,5M pré-engagés (7 projets)  
106,2 engagés (6 projets)  
35,9 M€ signés (4 projets)

## BRETAGNE

- Centre de tri de déchets : **2,2 M€**
- Rénovation de centre de tri : **20 M€**
- Création de déchèterie : **4 M€**

## CENTRE VAL DE LOIRE

- Restructuration déchèterie : **0,4 M€**
- Construction déchèterie Chatillon sur Indre : **1,4 M€**

## NOUVELLE-AQUITAINE

- Reconstruction UVE : **50 M€**
- Centre Tri départemental : **38,5 M€**
- Usine traitement et valorisation : **5 M€**

## OCCITANIE

- Construction centres de tri : **29 M€**

## PACA

- Centre de Tri : **24,5 M€**

## NORMANDIE

- Centre de tri : **3,8 M€**
- Construction déchetterie Bayeux : **3,8 M€**

## HAUTS-DE-FRANCE

- Construction centre de tri : **7 M€**
- Centre de tri : **10 M€**
- UVE construction : **25 M€**
- Rénovation CVE de Maubeuge : **20M€**

## ILE-DE-FRANCE

- Rénovation d'une UVE : **2,5M€**

## GRAND EST

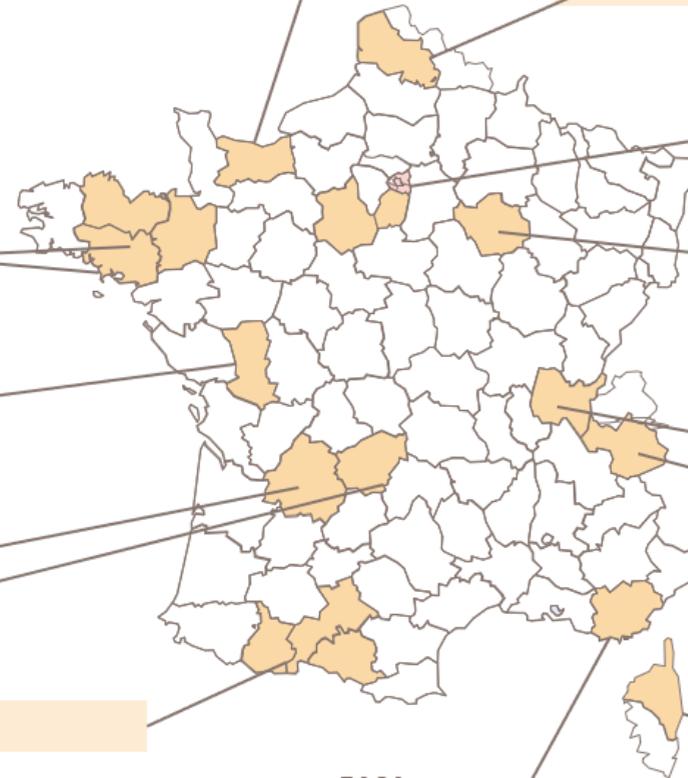
- Valorisation recyclage déchets : **0,62 M€**
- Reconstruction Centre de tri Charleville Mézières : **12 M€**

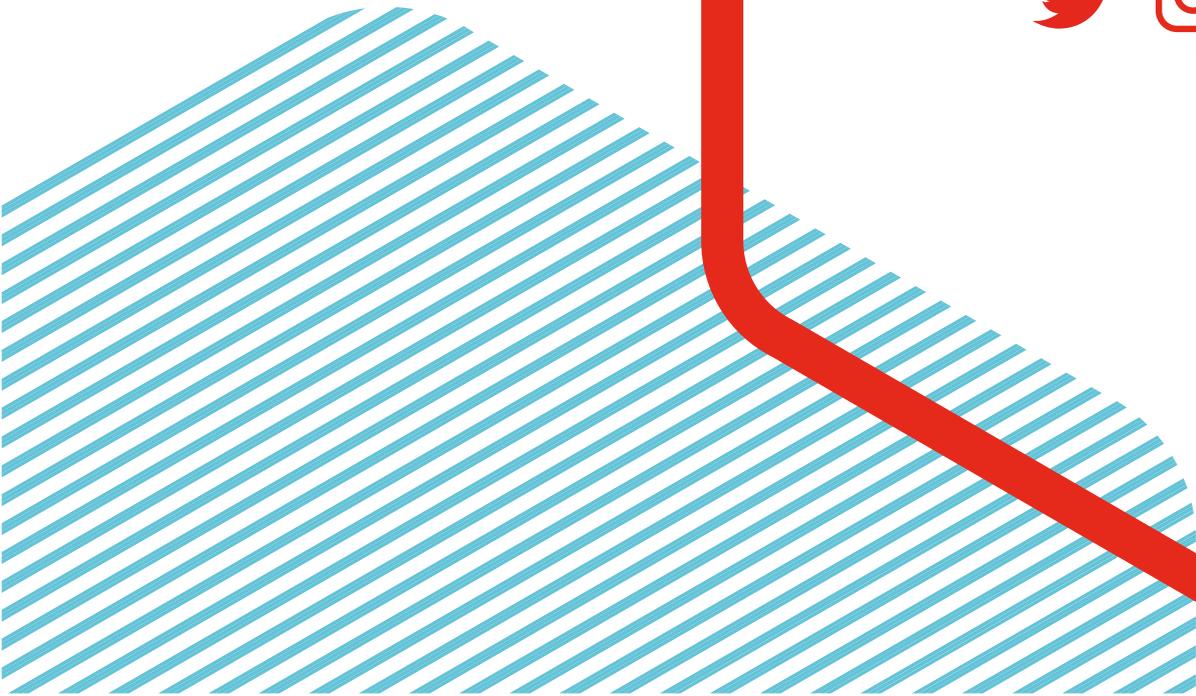
## AUVERGNE-RHÔNE ALPES

- Construction Usine CSR : **49,72 M€**
- Centre de Tri : **4M€**

## CORSE

- Travaux containers tri : **0,9 M€**
- Centre de tri : **13,49 M€**
- Acquisition centre de tri : **0,6 M€**



A large red hexagonal frame with rounded corners, centered on the page. A light blue dotted line extends from the right side of the frame, curving downwards and then slightly upwards.A decorative pattern of diagonal blue and white stripes in the bottom-left corner of the page.

**banquedesterritoires.fr**



| @BanqueDesTerr